

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 89 — 1159

9 MAI 1989

Arrêté royal portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2 de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 portant création de la Régie des Voies aériennes mis en concordance avec la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public par l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des Voies aériennes;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des Voies aériennes;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957, modifié par les arrêtés royaux des 16 février 1953, 5 avril 1954, 2 février 1959, 22 février 1963, 22 juillet 1964, 5 février 1965, 5 janvier et 15 février 1967, 2 juin 1970, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 2 juin 1975 et 3 septembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 5 février 1954 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notamment retardée par la guerre 1940-1945, modifié par l'arrêté royal du 22 juillet 1964, tel qu'il a été d'application du 1^{er} janvier 1954 au 30 avril 1965;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1965 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notamment retardée par la guerre 1940-1945, modifié par les arrêtés royaux des 9 février 1968, 16 mai 1969, 2 juin 1970, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 2 juin 1975, 11 août 1976 et 17 juillet 1983;

Considérant qu'il convient d'appliquer au personnel de la Régie des Voies aériennes un statut pécuniaire analogue à celui accordé au personnel des ministères par l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des ministères;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale de la Régie des Voies aériennes;

Vu l'avis du Comité consultatif de la Régie des Voies aériennes;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 février 1989;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 6 février 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence résultant de la nécessité de régulariser la situation des agents de la Régie des Voies aériennes à partir du 1^{er} juillet 1962;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}, § 1^{er}. Les agents de la Régie des Voies aériennes sont nommés à des grades dont la hiérarchie comprend quatre niveaux et vingt-cinq rangs.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 89 — 1159

9 MEI 1989

Koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Régie der Luchtwegen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op de besluitwet van 20 november 1946 tot oprichting van de Régie der Luchtwegen in overeenstemming gebracht met de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut door het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Régie der Luchtwegen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Régie der Luchtwegen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de anciënniteitsbijslag bepaald bij artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, bij de wet van 14 februari 1955 en bij het koninklijk besluit nr. 6 van 21 januari 1957, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1953, 5 april 1954, 2 februari 1959, 22 februari 1963, 22 juli 1964, 5 februari 1965, 5 januari en 15 februari 1967, 2 juni 1970, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 2 juni 1975 en 3 september 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 februari 1954 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juli 1964 zoals het van toepassing is geweest van 1 januari 1954 tot 30 april 1965;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 9 februari 1968, 16 mei 1969, 2 juni 1970, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 2 juni 1975, 11 augustus 1976 en 17 juni 1983;

Overwegende dat op het personeel van de Régie der Luchtwegen een bezoldigingsregeling dient toegepast, overeenstemmend met die welke bij koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministries, is toegekend aan het personeel der ministries;

Gelet op het advies van de Syndikale Raad van Advies van de Régie der Luchtwegen;

Gelet op het advies van het Comité van Advies van de Régie der Luchtwegen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 februari 1989;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 6 februari 1989;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 zoals het vervangen werd door het artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit de noodzakelijkheid tot regulariseren van de toestand van de personeelsleden van de Régie der Luchtwegen vanaf 1 juli 1962;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij

Artikel 1. § 1. De personeelsleden van de Régie der Luchtwegen worden benoemd in graden waarvan de hiërarchie vier niveaus en vijftig rangen omvat.

§ 2. Le niveau d'un grade détermine la place de celui-ci dans la hiérarchie, selon la qualification et les aptitudes qui doivent être attestées pour que ce grade puisse être attribué.

Le rang détermine l'importance relative d'un grade dans son niveau.

Art. 2. Le grade est le titre qui situe l'agent à un rang et qui l'habilité à occuper un des emplois qui correspondent à ce grade.

Les grades d'un même rang sont dénommés «grades équivalents»

Art. 3. Les traitements du personnel de la Régie des Voies aériennes sont fixés par des échelles comprenant :

un traitement minimum;

ces traitements dénommés «échelons» résultant des augmentations biennales;

un traitement maximum.

Les traitements et les augmentations biennales sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

Le traitement n'est jamais inférieur au minimum vital.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté :

l'expression «services prestés à la Régie des Voies aériennes» désigne aussi bien les services rendus à l'Administration de l'Aéronautique par les agents transférés à la date du 20 novembre 1946, que ceux rendus à la Régie des Voies aériennes;

l'expression «services d'Afrique» désigne tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique.

CHAPITRE Ier. — *Régime organique*

Section 1re. — De la fixation des échelles de traitements

Art. 5. L'échelle de chaque grade est fixée par le Roi, eu égard au rang du grade et à l'importance de la fonction qui y correspond normalement.

Chaque grade est doté d'une échelle prise dans le tableau annexé au présent arrêté. Toutefois, certains grades peuvent être dotés soit d'une échelle ne figurant pas dans le tableau, soit d'un traitement unique.

Art. 6. Les échelles des grades sont fixées par arrêté royal, pris sur la proposition du Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions et avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et du Ministre du Budget.

Art. 7. Tout grade qui doit figurer dans l'arrêté royal prévu à l'article 6, y est classé sous l'une des deux rubriques ci-après :

1. Personnel administratif;

2. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service.

Art. 8. Toute échelle relève de l'un des quatre niveaux désignés par les chiffres 1, 2, 3 et 4 et de l'un des trois groupes désignés par les chiffres romains I, II, III.

Le premier chiffre du numéro de l'échelle en désigne le niveau.

Les deux premiers chiffres du numéro de l'échelle désignent le rang des grades auxquels elle doit normalement être attachée.

Les échelles 401 à 444, 301 à 336 et 201 à 203 appartiennent au groupe I.

Les échelles 341 à 352 et 211 à 253 appartiennent au groupe II.

Les échelles 101 à 171 appartiennent au groupe III.

Art. 9. Toute échelle est rangée soit dans la classe dite «21 ans» soit dans la classe dite «25 ans».

L'échelle qui relève du groupe I ou II, appartient, sauf indication contraire, à la classe «21 ans»; l'échelle qui relève du groupe III, appartient à la classe «25 ans».

Art. 10. L'échelle est désignée par le numéro qui la surmonte dans le tableau I annexé au présent arrêté.

Lorsque l'échelle ne figure pas dans le tableau, elle est désignée soit par un indice qui en mentionne le traitement minimum, le traitement maximum, le nombre et le montant des augmentations biennales, éventuellement la classe, le niveau (N) et le groupe (G), soit par le renvoi à l'échelle d'un autre grade.

§ 2. Het niveau van een graad bepaalt de plaats van die graad in de hiërarchie volgens de kwalificatie van de vorming en de geschiktheid waarvan moet worden gegeven opdat die graad kan worden toegekend.

De rang bepaalt de betrekkelijke waarde van een graad in zijn niveau.

Art. 2. De graad is de titel die het personeelslid in een rang situeert en hem machtigt tot het bekleden van één van de betrekkingen welke met die graad overeenstemmen.

De graden van eenzelfde rang heten «gelijkwaardige graden».

Art. 3. De wedden van het personeel van de Régie der Luchtwegen worden vastgesteld in de weddeschalen bestaande uit :

een minimumwedde;

zogenaamde «wedestrappen» die het resultaat zijn van de tweearjaarlijkse verhogingen;

een maximumwedde.

Wedden en tweejaarlijkse verhogingen worden uitgedrukt in een aantal muntenheden, dat met hun jaarbedrag overeenstemt.

De wedde ligt nooit beneden het bestaansminimum.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

«diensten gepresteerd bij de Régie der Luchtwegen» zowel de diensten gepresteerd bij het Bestuur der Luchtvaart door de personeelsleden overgeplaatst op 20 november 1946 als de diensten bewezen bij de Régie der Luchtwegen;

«dienst van Afrika» elke niet-rechtspersoonlijke dienst die onder het Gouvernement van Belgisch-Congo of onder het Gouvernement van Ruanda-Urundi ressorteerde.

HOOFDSTUK I. — *Organieke regeling*

Afdeling 1. — Vaststelling van de weddeschalen

Art. 5. De schaal voor elke graad wordt door de Koning vastgesteld, met inachtneming van de rang van de graad en van de belangrijkheid van de daarmee normaal overeenstemmende functie.

Aan elke graad wordt een schaal verbonden, genomen in de tabel, die bij dit besluit is gevoegd. Aan sommige graden kan echter hetzij een niet in die tabel opgenomen schaal, hetzij een vaste wedde worden verbinden.

Art. 6. De schalen voor de graden worden vastgesteld bij een koninklijk besluit, dat op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort en met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort en van de Minister van Begroting.

Art. 7. Elke graad die in het bij artikel 6 bedoelde koninklijk besluit dient voor te komen, wordt er ingedeeld onder een der navolgende twee rubrieken :

1. Administratief personeel;

2. Meesters-, vak- en dienstpersoneel.

Art. 8. Elke schaal behoort tot één van de vier niveaus aangeduid met de cijfers 1, 2, 3 en 4 en tot één van de drie groepen aangeduid met de Romeinse cijfers I, II, III.

Het eerste cijfer van het nummer van de schaal duidt daarvan het niveau aan.

De eerste twee cijfers van het nummer van de schaal duiden de rang aan van de graden waaraan zij normaal moet worden verbonden.

De schalen 401 tot 444, 301 tot 336 en 201 tot 203 behoren tot groep I.

Deschalen 341 tot 352 en 211 tot 253 behoren tot groep II.

Deschalen 101 tot 171 behoren tot groep III.

Art. 9. Elke schaal wordt ingedeeld, hetzij in de klasse genaamd «21 jaar», hetzij in de klasse genaamd «25 jaar».

De schaal van groep I of II behoort, tenzij anders is bepaald, tot de klasse «21 jaar»; de schaal van groep III behoort tot de klasse «25 jaar».

Art. 10. De schaal wordt aangeduid door het nummer dat in de bij dit besluit gevoegde tabel I boven de schaal is geplaatst.

Indien de schaal niet op bovengenoemde tabel voorkomt wordt ze aangeduid hetzij door een indicatie die de minimumwedde, de maximumwedde, het aantal en het bedrag van de tweearjaarlijkse verhogingen, eventueel de klasse, het niveau (N) en de groep (G) ervan aangeeft, hetzij door verwijzing naar de schaal van een andere graad.

Section 2. — De la fixation du traitement**A. Dispositions générales.**

Art. 11. A chaque modification du statut pécuniaire d'un grade, tout traitement établi compte tenu de ce grade, est à nouveau fixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait dans son grade à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu dans ce grade jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Art. 12. Sont seules valables les modalités de fixation du traitement qui sont établies par le présent arrêté, ainsi que par l'arrêté royal prévu à l'article 6.

Art. 13. Pour la détermination de l'âge de l'agent en vue de la fixation de son traitement, l'anniversaire de la naissance qui tombe à une date autre que le premier du mois, est toujours reporté au premier du mois suivant.

B. De la détermination de l'échelle de traitement.

Art. 14. Sans préjudice des dispositions réglementaires contraires, le traitement de tout agent est fixé dans l'échelle de son grade.

Art. 15. Le traitement minimum est destiné à l'agent ayant atteint l'âge de 21 ou de 25 ans, selon que son échelle relève de la classe « 21 ans » ou de la classe « 25 ans ».

Pour l'agent âgé de moins de 21 ans ou de moins de 25 ans, le traitement minimum est amputé d'une somme forfaitaire dont le montant annuel varie comme suit, d'après le niveau auquel appartient son échelle :

Niveau	Agent de moins de 18 ans
Niveau	Personnelslid van minder dan 18 jaar
4	4 000
3	7 000
2	3 000
1	—

C. Des services admissibles.

Art. 16. Sauf disposition contraire, sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations biennales, les services effectifs que l'agent a prestés, à partir de l'âge de 21 ans ou de 25 ans, selon la classe de son échelle, en faisant partie, sans interruption volontaire, de la Régie des Voies aériennes, comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes.

Art. 17. Pour l'application de l'article 16 :

1º L'agent est réputé prêter des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement;

2º l'interruption est volontaire lorsqu'elle est due au fait ou à la faute de l'agent. Est également réputée volontaire, l'interruption qui dure plus de trois ans;

3º sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

Art. 18. Pour toute période durant laquelle l'agent a conservé ou perdu ses titres à l'avancement de traitement dans un grade, les services qu'il aurait prestés à un autre titre n'entrent pas en compte pour la fixation de son traitement dans ce grade et dans tout grade ultérieur qui s'y rattache en raison de l'enchaînement statutaire des qualités successives de l'agent.

Art. 19. Les services admissibles se comptent par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Art. 20. La durée des services admissibles que compte l'agent ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes qui couvrent ces services.

Art. 21. L'importance des services admissibles conformément à l'article 16 est déterminée, mois par mois, par le grade dont l'agent était titulaire ou dans lequel, par un effet rétroactif formel de sa nomination à ce grade, il avait déjà pris rang pour l'avancement de traitement.

Afdeling 2. — Vaststelling van de wedde**A. Algemene bepalingen.**

Art. 11. Bij iedere wijziging in de bezoldigingsregeling van een graad, wordt elke wedde die werd vastgesteld met inachtneming van die graad opnieuw vastgesteld alsof de nieuwe bezoldigingsregeling altijd had bestaan.

Indien de aldus opnieuw vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke het personeelslid in zijn graad genoot bij de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit, blijft het in die graad de hoogste wedde genieten tot dat het een ten minste gelijke wedde bekomt.

Art. 12. Alléén die modaliteiten van wedde vaststelling zijn geldig welke bij dit besluit alsmede bij het in artikel 6 bedoeld koninklijk besluit vastgesteld zijn.

Art. 13. Voor het bepalen van de leeftijd van het personeelslid, met het oog op de vaststelling van zijn wedde, wordt de verjaardag die niet op de eerste van de maand valt steeds verschoven naar de eerster der volgende maand.

B. Vastelling van de weddeschaal.

Art. 14. Onvermindert andersluidende verordenende bepalingen, wordt de wedde van elk personeelslid vastgesteld in de schaal verbonden aan zijn graad.

Art. 15. De minimumwedde geldt voor het personeelslid dat 21 of 25 jaar oud is en wiens schaal, naar gelang van het geval, tot de klasse « 21 jaar » of tot de klasse « 25 jaar » behoort.

Ten aanzien van het personeelslid dat geen 21 jaar of geen 25 jaar oud is, wordt op de minimumwedde een forfaitaire som gekort, waarvan het jaarlijkse bedrag, volgens het niveau waartoe zijn schaal behoort, verandert als volgt :

Agent ayant atteint 18 ans	Personnelslid dat de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft
—	2 000
4 000	4 500
7 000	5 500
3 000	7 000

C. In aanmerking komende diensten.

Art. 16. Behoudens strijdige bepaling, kunnen voor de toekenning van de tweearjährige verhogingen alleen in aanmerking komen, de werkelijke diensten welke het personeelslid, met ingang van zijn 21e of 25e jaar, naargelang van de klasse van de voor hem geldende schaal, heeft verricht terwijl hij zonder vrijwillige onderbreking, behoorde tot de Regie der Luchtwegen als titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties.

Art. 17. Voor de toepassing van artikel 16 :

1º wordt het personeelslid ondersteld werkelijke diensten te verrichten, zolang het zich in een administratieve stand bevindt op grond waarvan het krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of, bij ontstentenis daarvan, het recht op de bevordering tot een hogere wedde behoudt;

2º is de onderbreking vrijwillig, wanneer ze door de daad of de schuld van het personeelslid is veroorzaakt. Als vrijwillig wordt eveneens beschouwd, de onderbreking die langer duurt dan drie jaar;

3º zijn volledig, de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volkomen in beslag neemt.

Art. 18. Voor elke periode waarin het personeelslid zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde in een graad heeft behouden of verloren, worden de diensten welke het in een andere graad mocht hebben volbracht niet megedegeld bij de vaststelling van zijn wedde in die graad en in enige latere graad welke met deze laatste verband houdt ingevolge de statutaire samenhang van de opeenvolgende graden van het personeelslid.

Art. 19. De in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet megedegeld.

Art. 20. De duur van de in aanmerking komende diensten welke het personeelslid telt mag nooit de werkelijke duur van de door deze diensten gedeckte tijdperken overschrijden.

Art. 21. De belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten, overeenkomstig artikel 18, hangt maand na maand af van de graad welke het personeelslid bekleedde, of waarin het, door formele terugwerkung van zijn benoeming in bedoelde graad, reeds rang ingenomen had met het oog op de bevordering tot een hogere wedde.

Pour l'application du présent article, n'est pas pris en considération le grade dont l'agent était provisoirement revêtu du chef de l'exercice d'une fonction supérieure.

Art. 22. Pour la détermination de l'importance des services admissibles, tout changement de grade qui se produit à une date autre que le premier du mois, est reporté au premier du mois suivant.

Art. 23. Lorsque le grade à considérer figure dans l'arrêté royal prévu à l'article 6, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartient l'échelle de ce grade.

Toutefois, si le grade qui figure dans l'arrêté précité diffère manifestement malgré une dénomination identique du grade à considérer, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartiennent les échelles des grades existant à la Régie des Voies aériennes et qui sont de même importance que le grade à considérer.

Le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions décide de cette assimilation avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 24. Lorsque le grade à considérer ne figure pas dans l'arrêté royal prévu à l'article 6, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartiennent les échelles des grades de même importance existant à la Régie des Voies aériennes.

Le Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions décide de cette assimilation avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 25. A dater de la nomination de l'agent définitif ou stagiaire à son grade de base, les services admissibles antérieurs qui, en vertu des articles 23 et 24 appartiendraient à un groupe supérieur au groupe dont relève l'échelle de ce grade de base, sont classés dans ce dernier groupe en vue de la fixation de son traitement d'agent définitif ou stagiaire.

Le grade de base de l'agent est le premier grade auquel il est nommé définitivement ou en stage à la Régie des Voies aériennes.

Toutefois, à dater du jour où l'agent est nommé définitivement ou en stage à un nouveau grade, selon un mode de nomination statutairement indépendant de sa qualité antérieure d'agent définitif ou stagiaire, ce nouveau grade constitue son grade de base pour l'application de l'alinéa premier.

Art. 26. § 1. Pour l'agent titulaire d'une échelle relevant du groupe II, les services admissibles classés dans le groupe I forment des services inférieurs; ceux qui sont classés dans les groupes II et III forment des services équivalents.

§ 2. Pour l'agent titulaire d'une échelle relevant du groupe III, les services admissibles classés dans les groupes I et II forment des services inférieurs; ceux qui sont classés dans le groupe III, forment des services équivalents.

D. Du calcul de l'ancienneté et du traitement.

Art. 27. § 1. Le titulaire d'une échelle relevant du groupe I bénéficie à tout moment du traitement correspondant à son ancienneté I, celle-ci étant formée du total de ses services admissibles dans quelque groupe qu'ils soient classés.

§ 2. Le titulaire d'une échelle relevant du groupe II bénéficie à tout moment du traitement correspondant à son ancienneté II, celle-ci étant formée des deux tiers de ses services inférieurs et du total de ses services équivalents.

§ 3. Le titulaire d'une échelle relevant du groupe III bénéficie à tout moment du traitement correspondant à son ancienneté III, celle-ci étant formée de la moitié de ses services inférieurs et du total de ses services équivalents.

§ 4. Pour le calcul des deux tiers et de la moitié des services inférieurs, prévu au §§ 2 et 3, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois.

Art. 28. Pour la détermination du traitement conformément à l'article 27, § 1^{er} à 3, est seule retenue l'ancienneté utile, c'est-à-dire celle acquise au moment où l'agent compte le plus grand nombre pair d'années formant l'ancienneté I, II ou III.

Art. 29. N'est jamais inférieur à 62 500 francs le traitement de l'agent ayant atteint l'âge de 21 ans et titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Le traitement de 62 500 francs est accordé jusqu'au moment où l'agent obtient un traitement au moins égal par l'application du présent statut pécuniaire.

L'alinéa 1^{er} est inopérant pour l'agent âgé de moins de 21 ans.

Voor de toepassing van dit artikel wordt geen rekening gehouden met de graad die het personeelslid voorlopig bekleedt wegens de uitvoering van een hogere functie.

Art. 22. Voor de vaststelling van de belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten wordt elke verandering van graad, die zich op een andere dag dan de eerste der maand voordoet, verschoven naar de eerste der volgende maand.

Art. 23. Wanneer de te beschouwen graad voorkomt in het bij artikel 6 bedoeld besluit, wordt de in aanmerking te nemen dienst opgenomen in de groep waartoe de aan de graad verbonden schaal behoort.

Indien echter de graad die in voormeld besluit voorkomt, klarblijkelijk van de te beschouwen graad verschilt, ondanks hun zelfde benaming, worden de in aanmerking te nemen diensten opgenomen in de groep waartoe de schalen voor de bij de Regie der Luchtwegen bestaande graden van dezelfde belangrijkheid als de te beschouwen graad behoren.

De Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort, beslist omtrent die gelijkstelling met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 24. Komt de te beschouwen graad niet voor in het bij artikel 6 bedoeld koninklijk besluit, dan worden de in aanmerking te nemen diensten opgenomen in de groep waartoe de schalen voor de bij de Regie der Luchtwegen bestaande graden van dezelfde belangrijkheid behoren.

De Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort, beslist omtrent die gelijkstelling met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 25. Van de dag af waarop het vast of stagedoend personeelslid in zijn basisgraad is benoemd, worden, voor de vaststelling van zijn wedde als vast of stagedoend personeelslid, de in aanmerking te nemen vroegere diensten, die, bij toepassing van de artikelen 23 en 24, tot een hogere groep mochten behoren dan de groep met de schaal voor die basisgraad in deze laatste groep ingedeeld.

De basisgraad van het personeelslid is de eerste graad waartoe het, in vast verband of in stage-verband, wordt benoemd bij de Regie der Luchtwegen.

Van de dag echter waarop het personeelslid volgens een benoemingswijze, waarbij zijn vroegere hoedanigheid van vast of stagedoend personeelslid statutair buiten beschouwing wordt gelaten, in vast verband of in stage-verband tot een nieuwe graad wordt benoemd, is die nieuwe graad zijn basisgraad voor de toepassing van het eerste lid.

Art. 26. § 1. Ten aanzien van het personeelslid gerechtigd op een schaal behorende tot groep II, gelden de in groep I opgenomen in aanmerking komende diensten als lagere diensten die welke in de groepen II en III zijn opgenomen, gelden als gelijkwaardige diensten.

§ 2. Ten aanzien van het personeelslid gerechtigd op een schaal behorende tot groep III, gelden de in de groepen I en II opgenomen in aanmerking komende diensten als lagere diensten; die welke in groep III zijn opgenomen gelden als gelijkwaardige diensten.

D. Berekening van de ancienniteit en van de wedde.

Art. 27. § 1. De gerechtigde op een schaal behorende tot groep I geniet te allen tijde de wedde overeenstemmend met zijn ancienniteit I, die het totaal zijner in aanmerking komende diensten uitmaakt, om het even in welke groep deze diensten opgenomen zijn.

§ 2. De gerechtigde op een schaal behorende tot groep II geniet te allen tijden een wedde overeenstemmend met zijn ancienniteit II die de twee derde van zijn lagere diensten en het totaal van zijn gelijkwaardige diensten uitmaakt.

§ 3. De gerechtigde op een schaal behorende tot groep III geniet te allen tijde een wedde overeenstemmend met zijn ancienniteit III, die de helft van zijn lagere diensten en het totaal van zijn gelijkwaardige diensten uitmaakt.

§ 4. Voor de bij § 2 en 3 bedoelde berekening van de twee derden en van de helft der lagere diensten wordt elk gedeelte van een maand, zoals het begrepen is in de uitkomst van de deling, voor een volle maand gerekend.

Art. 28. Voor de vaststelling van de wedde overeenkomstig artikel 27, § 1 tot 3, wordt alleen rekening gehouden met de nuttige ancienniteit, d.w.z. die, verkregen op het tijdstrip dat het personeelslid het grootste even getal jaren diensten telt, dat de ancienniteit I, II, III uitmaakt.

Art. 29. De wedde van het personeelslid dat de leeftijd van 21 jaar bereikt heeft en een ambt met volledige prestaties bekleedt, is nooit lager dan 62 500 frank.

De wedde van 62 500 frank wordt verleend tot op het ogenblik, dat het personeelslid bij toepassing van de onderhavige bezoldigingsregeling een wedde bekomt die ten minste evenveel bedraagt.

Het eerste lid geldt niet voor het personeelslid dat geen 21 jaar oud is.

Art. 30. § 1. L'agent définitif qui a été promu, n'obtient à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il a bénéficié dans son ancien grade.

§ 2. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe I et l'échelle de son nouveau grade du groupe II, l'agent visé au § 1er obtient au moins à tout moment dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 6 000 francs à celui dont il a bénéficié dans son ancien grade.

§ 3. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe II et l'échelle de son nouveau grade du groupe III, l'agent visé au § 1er obtient au moins à tout moment dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 9 000 francs à celui dont il a bénéficié dans son ancien grade.

§ 4. L'application du § 2 ou du § 3 ne peut avoir pour effet de porter le traitement de l'agent au-delà du traitement maximum de l'échelle de son nouveau grade ou de celui de l'échelle de son ancien grade s'il est plus élevé.

§ 5. L'agent définitif qui a changé de grade ou qui a été transféré n'obtient à aucun moment dans son nouveau grade un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait dans son ancien grade au moment où il a changé de grade ou a été transféré.

Si le traitement fixé dans le nouveau grade est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait dans son ancien grade, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Art. 31. L'agent signalé par la mention « insuffisant » est, à dater de la première augmentation de traitement qui suit la date d'attribution de cette mention, privé pendant un an de l'effet d'une augmentation égale au montant de l'augmentation biennale qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle dont il était titulaire au moment où il a obtenu cette mention.

Section 3. — Du paiement du traitement

Art. 32. § 1. L'agent définitif ou stagiaire est payé mensuellement, par anticipation.

L'agent temporaire est payé mensuellement à terme échu.

§ 2. Le traitement du mois est égal à 1/12e du traitement.

Lorsque l'agent définitif ou stagiaire est, à une date autre que le premier du mois, nommé à un nouveau grade ne constituant pas un grade de base au sens de l'article 25, alinéa 3, le traitement du mois n'est pas un sujet à modification.

Lorsque l'agent définitif ou stagiaire décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition.

§ 3. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, il est fractionné en trentièmes :

1^o si le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables;

2^o si le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

§ 4. Lorsque le mois comprend deux périodes que différencie le montant ou l'imputation budgétaire du traitement :

1^o le nombre de trentièmes dus pour la première période est fixé suivant le § 3;

2^o le nombre total des trentièmes dus pour le mois est fixé suivant le § 3; il est toujours égal à trente, si le mois est entièrement payable;

3^o le nombre des trentièmes dus pour la seconde période est égal à la différence entre le nombre total des trentièmes dus pour le mois et le nombre des trentièmes dus pour la première période.

Art. 33. § 1. L'agent temporaire qui appartient au personnel de maîtrise ou aux gens de métier et de service peut être payé suivant une périodicité spéciale, fixée par le Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions.

§ 2. La rétribution horaire est égale à 1/2340e du traitement.

Art. 34. § 1. Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960, unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

Ce traitement est rattaché à l'indice 110.

§ 2. La rétribution horaire prévue par l'article 33, § 2 varie dans la même mesure que le traitement du mois auquel elle se rapporte.

Art. 30. § 1. Het vast personeelslid dat bevorderd werd, heeft in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dan het in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 2. Wanneer de schaal van zijn vorige graad tot groep I en de schaal van zijn nieuwe graad tot groep II behoort, komt het in § 1 bedoeld personeelslid in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde die 6 000 frank hoger ligt dan die welke het in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 3. Wanneer de schaal van zijn vorige graad tot groep II en de schaal van zijn nieuwe graad tot groep III behoort, komt het in § 1 bedoeld personeelslid in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde die 9 000 frank hoger ligt dan die welke het in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 4. De toepassing van § 2 of van § 3 mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid hoger zou liggen dan de maximum wedde uit de schaal van zijn nieuwe graad of die uit de schaal van zijn vorige graad, indien deze hoger is.

§ 5. Het vast personeelslid dat een verandering van graad of een overplaatsing heeft verkregen, komt in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dan die welke het, op het tijdstip dat het van graad veranderde of overgeplaatst werd, in zijn vroegere graad genoot.

Is de wedde die in de nieuwe graad werd vastgesteld lager dan die welke het personeelslid in zijn vorige graad genoot, dan behoudt het de hoogste wedde tot wanneer het een wedde bekomt die ten minste daaraan gelijk is.

Art. 31. Het personeelslid dat met de vermelding « onvoldoende » gesignaleerd is, verliest vanaf de eerste weddeverhoging volgend op de dag waarop deze vermelding werd toegekend, gedurende één jaar de uitwerking van een verhoging gelijk aan het bedrag van de tweearjaarlijkse verhoging welke de bevordering in wedde regelt in de weddeschaal waarop het gerechtigd was wanmeer deze vermelding hem werd toegekend.

Afdeling 3. — Uitbetaling van de wedde

Art. 32. § 1. Het vast of stagedoend personeelslid wordt maandelijks en vooruit betaald.

Het tijdelijk personeelslid wordt maandelijks na vervallen termijn betaald.

§ 2. De maandwedde is gelijk aan 1/12e van de wedde.

Wanneer het vast of stagedoend personeelslid op een andere datum dan de eerste ener maand wordt benoemd tot een nieuwe graad die geen basisgraad is in de zin als bedoeld in artikel 25, derde lid, blijft de wedde voor de lopende maand ongewijzigd.

Bij het overlijden of op pensioen stellen van het vast of stagedoend personeelslid is de wedde voor de lopende maand niet terugvorderbaar.

§ 3. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld :

1^o bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen;

2^o bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen

§ 4. Wanneer de maand uit twee perioden bestaat die verschillen naargelang van het bedrag of de begrotingssaanwijzing der wedden

1^o wordt het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten bepaald naar § 3;

2^o wordt het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten bepaald naar § 3; dit aantal is altijd gelijk aan dertig, zo de maand volledig te betalen is;

3^o is het aantal voor de tweede periode verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen het totaal voor de maand verschuldigde dertigsten en het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten.

Art. 33. § 1. Het tijdelijk meesters-, vak- en dienstpersoneel kan betaald worden volgens een bijzondere periodiciteit, bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort.

§ 2. Het uurloon is gelijk aan 1/2340e van de wedde

Art. 34. § 1. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

Die wedde wordt gekoppeld aan het indexcijfer 110

§ 2. Het bij artikel 33, § 2, voorzien uurloon schommelt in dezelfde mate als de maandwedde waarop het betrekking heeft.

*Section 4. — Des rétributions complémentaires au traitement
Des allocations et des indemnités.*

Art. 35. L'agent de la Régie des Voies aériennes bénéficie, aux taux et aux conditions fixés pour les agents des ministères des bonifications d'ancienneté et de traitement établies par les arrêtés royaux des 22 avril 1952, 5 février 1954 et 15 avril 1965, des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de l'allocation de résidence ainsi que du pécule de vacances et du pécule familial de vacances.

CHAPITRE II. — Régime particulier et transitoire

Art. 36. Le régime particulier établi par les articles 37 à 41 est applicable à tout agent qui, appartenant à la Régie des Voies aériennes au plus tard le 1^{er} octobre 1956, continue à en faire partie, sans interruption, comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes.

Art. 37. § 1^{er}. Pour l'agent visé à l'article 36, sont seuls admissibles en l'eu et place des services définis par l'article 16 et sans préjudice des articles 12 et 42 les services effectifs qu'il a prestés, à partir de l'âge fixé par le § 2, en faisant partie, avec ou sans interruption, de la Régie des Voies aériennes, de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, des services de l'Etat ou des services d'Afrique et des autres services publics, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique, d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaire de carrière.

Sont réputés militaires de carrière :

- a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;
- b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires, à l'exclusion des prestations d'entraînement;
- c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;
- d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou renagement, à l'exclusion des volontaires pour la durée de la guerre;
- e) les aumôniers des cadres actifs et les aumôniers de réserve maintenus en service en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie.

§ 2. Par référence aux dispositions de l'article 9, l'âge prévu au § 1^{er} est déterminé par la classe à laquelle appartient l'échelle dont l'agent est titulaire, sauf les exceptions ci-après :

1^o l'âge-limite est fixé à 18 ans pour le titulaire d'une échelle relevant à la fois de la classe « 21 ans » et du groupe I ainsi que pour le titulaire d'un grade dont l'échelle était, en dernier lieu rattachée au groupe Dbis sous le régime de l'arrêté royal du 10 février 1964 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes;

2^o l'âge-limite est fixé à 18 ans pour l'agent définitif ou stagiaire, titulaire d'une échelle relevant à la fois de la classe « 21 ans » et du groupe II, qui est devenu au plus tard le 1^{er} octobre 1956, titulaire, comme agent définitif ou stagiaire, d'un grade dont l'échelle relevait en dernier lieu au moins du groupe E sous le régime de l'arrêté royal du 10 février 1964 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes;

3^o l'âge-limite est fixé à 23 ans pour le titulaire d'une échelle relevant de la classe « 25 ans » qui, avant l'âge de 25 ans a été titulaire civil à la Régie des Voies aériennes d'un grade dont l'échelle comporte un traitement minimum au moins égal à celui de son échelle actuelle. Des services prestés entre 23 et 25 ans, sont toutefois seuls admissibles ceux qu'il a prestés comme titulaire de ce grade

Art. 38. § 1. Pour le titulaire d'une échelle relevant du groupe I ou II, tous les services admissibles qu'il a prestés dans les services publics autre que la Régie des Voies aériennes, la Régie des Télégraphes et des Téléphones, les services de l'Etat et les services d'Afrique sont classés indistinctement dans le groupe I.

§ 2 Pour le titulaire d'une échelle relevant du groupe III, l'importance des services admissibles qu'il a prestés dans les services publics autres que la Régie des Voies aériennes, Régie des Télégraphes et des Téléphones, les services de l'Etat et les services d'Afrique est déterminée, mois par mois, par le grade dont il était titulaire

Afdeling 4. — Uitkeringen die bij de wedde komen

Toelagen en vergoedingen.

Art. 35. Het personeelslid van de Régie der Luchtwegen geniet, tegen de bedragen en onder de voorwaarden als bepaald voor de personeelsleden van de ministeries, de anciénniteits- en de weddebijslagen vastgesteld bij de koninklijke besluiten van 22 april 1952, 5 februari 1954 en 15 april 1965 de kinderbijslagen, de geboortebijslag, de haardtoelage of de standplaatsstoelage, alsmede het vakantiegeld en het gezinsvakantiegeld.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere en overgangsregeling

Art. 36. De bijzondere regeling ingevoerd bij de artikelen 37 tot 41 is van toepassing op elk personeelslid dat uiterlijk op de 1^{er} oktober 1956 deel uitmaakt van de Régie der Luchtwegen en er, zonder onderbreking, toe blijft behoren als titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties.

Art. 37. § 1. Ten aanzien van het in artikel 36 bedoeld personeelslid, komen, in plaats van de bij artikel 16 omschreven diensten en onverminderd de artikelen 12 en 42, alleen in aanmerking de werkelijke diensten die het vanaf de in § 2 gestelde leeftijd heeft verricht, terwijl het met of zonder onderbreking, tot de Régie der Luchtwegen, de Régie van Telegrafie en Telefonie, de diensten van de Staat of de diensten van Afrika of tot de andere openbare diensten behoorde hetzij als beroeps-militair hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties.

Worden als beroeps-militairen beschouwd :

- a) de beroepsofficieren van het actieve kader, de toegevoegde en hulpopofficieren;
- b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten, met uitsluiting van oefningsprestaties;
- c) de beroeps-onderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de toegevoegde onderofficieren;
- d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederdienstneming, met uitzondering van de vrijwilligers voor de duur van de oorlog;
- e) de aalmoezeniers van het actieve kader en de reserve-aalmoezeniers, die in vredetijd worden in dienst gehouden om het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst te vormen.

§ 2. Met verwijzing naar de bepalingen van artikel 9 wordt de in § 1 bedoelde leeftijd bepaald door de klasse tot welke de schaal behoort waarvan het personeelslid titularis is, behalve in de volgende gevallen :

1^o de grensleeftijd wordt gesteld op 18 jaar voor de gerechtigde op een schaal behorende en tot de klasse « 21 jaar » en tot de groep I alsmede voor de titularis van een graad waarvan de schaal in de laatste plaats, verbonden was aan groep Dbis onder het stelsel van het koninklijk besluit van 10 februari 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Régie der Luchtwegen;

2^o de grensleeftijd wordt gesteld op 18 jaar voor het vast of stage-dend personeelslid dat gerechtigd is op een schaal behorende en tot de klasse « 21 jaar » en tot de groep II die uiterlijk op 1 oktober 1956, als vast of stagedend personeelslid titularis is geworden van één graad waarvan de schaal in de laatste plaats ten minste tot de groep E behoorde onder het stelsel van het koninklijk besluit van 10 februari 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Régie der Luchtwegen;

3^o de grensleeftijd wordt gesteld op 23 jaar voor de gerechtigde op een schaal behorende tot de klasse « 25 jaar » die, voor de leeftijd van 25 jaar burgerlijk titularis bij de Régie der Luchtwegen is geweest van een graad waarvan de schaal thans een ten minste gelijke minimumwedge heeft als zijn huidige schaal. Evenwel komen onder de diensten tussen 23 jarige en 25 jarige leeftijd verricht, slechts diegene in aanmerking welke de betrokkenen als titularis van die graad bewezen heeft.

Art. 38. § 1. Voor de gerechtigde op een schaal behorende tot groep I en II, worden alle in aanmerking komende diensten welke hij in de andere openbare diensten dan de Régie der Luchtwegen, de Régie van Telegrafie en Telefonie, de diensten van de Staat of van Afrika verricht heeft, zonder onderscheid opgenomen in groep I.

§ 2. Voor de gerechtigde op een schaal behorende tot groep III, hangt de belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten welke hij in de andere openbare diensten van de Régie der Luchtwegen, de Régie van Telegrafie en Telefonie, de diensten van de Staat of van Afrika verricht heeft, maand na maand af van de graad welke hij bekleedde.

Ces services sont classés dans le groupe auquel appartiennent les échelles des grades de même importance existant à la Régie des Voies aériennes. Le Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions décide de cette assimilation avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 39. Sans préjudice de l'article 38, les règles fixées par les articles 17 à 26 sont valables pour l'application de l'article 37, § 1^{er}, quels que soient les services considérés.

Art. 40. Pour l'application des articles 37 et 38 :

l'expression « services prestés à la Régie des Télégraphes et des Téléphones » désigne aussi bien les services rendus à l'ancienne Administration des Télégraphes et des Téléphones que ceux rendus à la Régie des Télégraphes et des Téléphones;

l'expression « services de l'Etat » désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique;

l'expression « services d'Afrique » désigne tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge et du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;

l'expression « service public autre que la Régie des Voies aériennes, la Régie des Télégraphes et des Téléphones, les services de l'Etat et les services d'Afrique » désigne :

1^o tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;

2^o tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Ruanda-Urundi et était constitué en personne juridique;

3^o tout service provincial ou communal;

4^o toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général ou local, et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

Art. 41. Pour l'application de l'article 37, § 1^{er} la durée des services admissibles que l'agent a prestés à titre intérimaire dans l'enseignement est déterminée par le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 42. § 1. Les services prestés en suite d'une désignation ou nomination à titre temporaire ou intérimaire qui a été déclarée nulle par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, article 1^{er}, c, et 2, sont pris en considération, selon leur nature de fait, aux conditions d'admissibilité, de durée et d'importance que fixe le présent arrêté.

Toutefois, les services prestés dans les deux organismes ci-après ne sont pas pris en considération :

Le Service volontaire du travail pour la Wallonie;

« De vrijwillige Arbeidsdienst voor Vlaanderen ».

§ 2. L'agent qui compte des services admissibles à la fois pour le mois d'août 1944, en vertu du § 1^{er}, et pour le mois de novembre 1944, est réputé avoir presté en septembre et octobre 1944, des services admissibles de même importance que ceux d'août 1944.

Art. 43. Par dérogation à l'article 14, le traitement de l'agent titulaire d'un grade déclassé est, aussi longtemps qu'il reste titulaire d'un tel grade, fixé dans l'échelle qui correspond à l'échelle de son grade selon le tableau II annexé au présent arrêté. Cette disposition ne concerne que le personnel de maîtrise, gens de métier et de service.

Art. 44. Peut être réglé par le Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions avec l'accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, éventuellement par dérogation à l'article 5 :

1^o le cas de l'agent qui bénéficiait du régime transitoire établi par l'arrêté royal prévu à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 février 1964 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes;

2^o le cas de l'agent qui est titulaire d'un grade supprimé.

Art. 45. § 1. L'agent dont l'ancienneté était fixée conformément à l'article 43 de l'arrêté royal du 10 février 1964 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes, conserve le bénéfice de cette ancienneté aussi longtemps qu'il reste continûment titulaire d'un grade dont l'échelle relevait du groupe Dbis sous le régime du statut pécuniaire précité.

Deze diensten worden opgenomen in de groep waar toe de schalen verbonden aan de bij de Régie der Luchtwegen bestaande graden van dezelfde belangrijkheid behoren. De Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort beslist omtrent deze gelijktelling met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 39. Onvermindert artikel 38, gelden de regelen van de artikelen 17 tot 26 ook voor de toepassing van artikel 37, § 1, om het even welke diensten in beschouwing worden genomen.

Art. 40. Voor de toepassing van de artikelen 37 en 38 wordt verstaan onder :

« diensten gepresteerd bij de Régie van Telegrafie en Telefonie » zowel de diensten gepresteerd bij het vroeger Bestuur van Telegraaf en Telefoon als de diensten bewezen bij de Régie van Telegrafie en Telefonie;

« dienst van de Staat » elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de wetgevende macht, de uitvoerende macht of de rechterlijke macht;

« dienst van Afrika » elke niet rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het Gouvernement van Belgisch Congo of van het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

« andere openbare diensten dan de diensten van de Régie der Luchtwegen, de Régie van Telegrafie en Telefonie, de diensten van de Staat en de diensten van Afrika » :

1^o elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de uitvoerende macht;

2^o elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het Gouvernement van Belgisch Congo of van het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

3^o elke gemeente of provinciale dienst;

4^o elke andere instelling onder Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welker oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beanwoordde aan dezelfde voorwaarden.

Art. 41. Voor de toepassing van artikel 37, § 1 wordt de duur van de in aanmerking komende dienst welke het personeelslid in het onderwijs ad interim heeft verricht, vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 42. § 1. De diensten verstrekt ingevolge een tijdelijke of interimaire aanstelling of benoeming die nietig werd verklaard bij de besluitwet van 5 mei 1944, artikelen 1, c, en 2, worden naar hun feitelijke aard in aanmerking genomen, onder de bij het onderhavig besluit gestelde voorwaarden van in aanmerkingneming, duur en belangrijkheid.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen de diensten, verstrekt in de volgende twee instellingen :

« Le Service volontaire du travail pour la Wallonie »;

De vrijwillige Arbeidsdienst voor Vlaanderen.

§ 2. Het personeelslid dat zowel voor de maand augustus 1944 krachtens § 1, als voor de maand november 1944, in aanmerking komende diensten heeft, wordt geacht in september en oktober 1944 in aanmerking komende diensten van dezelfde belangrijkheid als die van augustus 1944 te hebben verricht.

Art. 43. In afwijking van artikel 14 wordt de wedde van het personeelslid, titularis van een gedeclasseerde graad, vastgesteld in de weddeschaal die volgens de bij dit besluit, gevoegde tabel II overeenstemt met de weddeschaal van zijn graad, zolang het titularis blijft van een dergelijke graad. Deze bepaling betreft enkel het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

Art. 44. Kan worden geregeld door de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort, met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, eventueel in afwijking van artikel 5 :

1^o het geval van het personeelslid dat toepassing bekwaam van het overgangsstelsel ingevoerd bij het koninklijk besluit bedoeld bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 februari 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Régie der Luchtwegen;

2^o het geval van het personeelslid dat titularis is van een afgeschatte graad.

Art. 45. § 1. Het personeelslid wiens anciënniteit was vastgesteld overeenkomstig artikel 43 van het koninklijk besluit van 10 februari 1964, houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Régie der Luchtwegen, behoudt het voordeel van die anciënniteit zolang het zonder onderbreking titularis blijft van een graad waarvan de weddeschaal onder genoemde bezoldigingsregeling, bij groep Dbis was ingedeeld.

§ 2. Le titulaire définitif d'un grade du rang 21 qui a été promu alors qu'il bénéficiait du § 1^{er}, obtient au moins à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 6 000 francs à celui dont il eut bénéficié dans son ancien grade.

L'application de l'alinéa 1^{er} ne peut avoir pour effet de porter le traitement de l'agent au-delà du traitement maximum de l'échelle de son nouveau grade ou de celui de l'échelle de son ancien grade s'il est plus élevé.

Art. 46. § 1. Dans le grade dont il était titulaire le 30 juin 1962, le traitement de l'agent n'est jamais inférieur au traitement dont il bénéficiait à cette date, majoré de 17,5 p.c. en vertu de sa liaison aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume puis augmenté de 3 600 francs.

Le traitement fixé conformément à l'alinéa 1^{er} est lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. Il est rattaché à l'indice 110.

§ 2. Le traitement dont il est question au § 1^{er} est accordé jusqu'au moment où l'agent obtient un traitement au moins égal par l'application des règles tracées par le présent arrêté.

§ 3. Pour le titulaire d'une fonction comportant des prestations incomplètes, l'augmentation de 3 600 francs prévue au § 1^{er}, n'est accordée qu'au prorata des prestations.

CHAPITRE III. — Dispositions modificatives

Art. 47. Le taux de 62 500 francs prévu à l'article 29, alinéa 1^{er} du présent arrêté est, successivement remplacé par :

- 66 500 francs à partir du 1^{er} janvier 1965;
- 70 000 francs à partir du 1^{er} janvier 1966;
- 73 000 francs à partir du 1^{er} avril 1967;
- 75 000 francs à partir du 1^{er} janvier 1969;

Avec le même effet, ce taux est aussi garanti au prorata de leurs prestations aux titulaires d'une fonction comportant des prestations incomplètes.

Art. 48. A l'article 15, alinéa 2, du présent arrêté, les montants annuels d'amputation prévus pour l'agent ayant atteint dix-huit ans sont à partir du 1^{er} janvier 1968 remplacés par les montants suivants :

Niveau	
4	1 000
3	2 250
2	2 750
1	3 500

Art. 49. Tous les traitements alloués au 31 décembre 1964 sont adaptés par référence aux tableaux annexés aux arrêtés royaux des 4 et 5 février 1965, 21 novembre 1966, 11 janvier, 28 avril et 19 septembre 1967, 14 février 1968, 18 avril, 17 septembre et 26 novembre 1969, 14 décembre 1970 et 7 avril 1971, modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut du personnel des ministères.

Art. 50. L'article 4 du présent arrêté est complété par la disposition suivante :

L'expression « services prestés à la Régie des Télégraphes et des Téléphones », désigne aussi bien les services rendus à l'ancienne Administration des Télégraphes et des Téléphones que ceux rendus à la Régie des Télégraphes et des Téléphones;

L'expression « services de l'Etat » désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique;

L'expression « services d'Afrique » désigne tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge et du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;

L'expression « service public autre que la Régie des Voies aériennes, la Régie des Télégraphes et des Téléphones, les services de l'Etat et les services d'Afrique » désigne :

1^o tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;

2^o tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Ruanda-Urundi et était constitué en personne juridique;

3^o tout service provincial ou communal;

§ 2. De vaste titularis van een graad van rang 21 die bevorderd werd terwijl hij in aanmerking kwam voor § 1, bekomt ten minste te allen tijde, in zijn nieuwe graad, een wedde die 6 000 frank meer bedraagt dan die welke hij in zijn vroegere graad zou genoten hebben.

De toepassing van het eerste lid mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid meer zou bedragen dan de maximumwedde van de weddeschaal van zijn nieuwe graad of die van de weddeschaal van zijn vroegere graad indien deze hoger ligt.

Art. 46. § 1. Inde graad waarvan het titularis was op 30 juni 1962, is de wedde van het personeelslid nooit lager dan de wedde welke het op die dag genoot verhoogd met 17,5 p.c. ingevolge de koppeling ervan aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, vervolgens vermeerderd met 3 600 frank.

De overeenkomstig het eerste lid vastgestelde wedde ondergaat de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen. Zij wordt aan het indexcijfer 110 gekoppeld.

§ 2. De in § 1 bedoelde wedde wordt toegekend tot het personeelslid op grond van de regelen van dit besluit een wedde verkrijgt die ten minste daaraan gelijk is.

§ 3. Voor de titularis van een ambt met onvolledige prestaties wordt de in § 1 bepaalde verhoging van 3 600 frank slechts toegekend naar rata van de prestaties.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingsbepalingen

Art. 47. Het bedrag van 62 500 frank bepaald in artikel 29, eerste alinea, van dit besluit wordt, achtereenvolgens vervangen door :

- 66 500 frank met ingang van 1 januari 1965;
- 70 000 frank met ingang van 1 januari 1966;
- 73 000 frank met ingang van 1 april 1967;
- 75 000 frank met ingang van 1 januari 1969;

Met dezelfde uitwerking wordt dat bedrag eveneens gewaarborgd naar rata van hun prestaties aan titulairissen van een betrekking met onvolledige prestaties.

Art. 48. In artikel 15, tweede lid, van dit besluit worden, de jaarlijkse minderingsbedragen vastgesteld voor het personeelslid dat de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt, met ingang van 1 januari 1968, vervangen door de volgende bedragen :

Niveau	
4	1 000
3	2 250
2	2 750
1	3 500

Art. 49. Alle wedden welke op 31 december 1964 worden aangepast met verwijzing naar de bij de koninklijke besluiten van 4 en 5 februari 1965, 11 januari, 28 april en 19 september 1967, 14 februari 1968, 18 april, 17 september en 26 november 1969, 14 december 1970 en 7 april 1971 bijgevoegde tabellen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

Art. 50. Artikel 4 van dit besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« diensten gepresteerd bij de Regie van Telegrafie en Telefonie » zowel de diensten gepresteerd bij het vroeger Bestuur van Telegraaf en Telefoon als de diensten bewezen bij de Regie van Telegrafie en Telefonie;

« diensten van de Staat » elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de wetgevende macht, de uitvoerende macht of de rechterlijke macht;

« dienst van Afrika » elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het Gouvernement van Belgisch Congo of van het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

« andere openbare diensten dan de diensten van de Regie der Luchtwegen, de Regie van Telegrafie en Telefonie, de diensten van de Staat en de diensten van Afrika » :

1^o elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van de uitvoerende macht;

2^o elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het Gouvernement van Belgisch Congo of van het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

3^o elke gemeente- of provinciale dienst;

4^e toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répond aux mêmes conditions.

Art. 51. L'article 16 du présent arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Sauf disposition contraire, sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations biennales, les services effectifs que l'agent a prestés, à partir de l'âge de 21 ans ou de 25 ans selon la classe de son échelle, en faisant partie :

— de la Régie des Voies aériennes, de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, des services de l'Etat ou des services d'Afrique ou des autres services publics, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaire de carrière;

— des établissements d'enseignement libre subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention traitement et comportant des prestations complètes ».

Art. 52. Un article 25bis rédigé comme suit, est inséré dans le présent arrêté :

« Article 25bis. Sont classés indistinctement dans le groupe I tous les services admissibles que l'agent a prestés dans les services publics autres que la Régie des Voies aériennes, la Régie des Télégraphes et des Téléphones, les services de l'Etat et les services d'Afrique, ainsi que dans les établissements d'enseignement libre subventionnés ».

Art. 53. A l'article 33, § 2 du présent arrêté la fraction 1/2340 est remplacée par 1/2236.

Art. 54. A l'article 36 du présent arrêté, les mots « les articles 37 à 41 » sont remplacés par « les articles 37 et 38 ».

Art. 55. L'article 37, § 1^{er} du présent arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 37, § 1^{er}. Pour l'agent visé à l'article 36, les services prévus à l'article 16, à l'exception de ceux prestés dans les établissements d'enseignement libre subventionnés, sont admissibles à partir de l'âge fixé par le § 2. »

Art. 56. § 1. L'article 29 du présent arrêté est abrogé.

§ 2. Sont également abrogés les articles 17, 2^o, 38, § 1^{er}, 39 et 40 du présent arrêté.

Les articles 50 à 56 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1971 à l'exception de l'article 56, § 1^{er} qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1970 et l'article 53 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 1970.

CHAPITRE IV. — Dispositions spéciales

Art. 57. Par dérogation à l'article 26, § 1^{er}, tous les services rendus par les agents des services de la circulation aérienne, alors qu'ils étaient revêtus d'un grade spécifique rangé au niveau 2 desdits services ou en avaient exercé les fonctions sont admissibles, au même titre que les services prestés dans un grade auquel est rattaché une échelle appartenant au groupe II de la classe dite « 21 ans » pour le calcul de leur traitement dans les échelles liées aux nouveaux grades.

Le présent article produit ses effets le 1^{er} janvier 1970.

Art. 58. Par dérogation à l'article 26, § 2, les échelles attachées aux grades de contrôleur-adjoint, de contrôleur, de contrôleur d'aérodrome, de contrôleur aux procédures, de contrôleur-radar, de premier contrôleur et de contrôleur dirigeant, ainsi qu'aux grades du niveau 2 dont étaient revêtus les agents qui ont exercé une fonction de la circulation aérienne, exclusivement pour la période réelle d'exercice, sont censées avoir appartenu au groupe III et avoir été rangées dans la classe dite « 25 ans » pour le calcul du traitement de l'expert ATS, de l'expert principal ATS et du directeur ATS.

Le présent article produit ses effets le 1^{er} janvier 1970.

Art. 59. Par dérogation à l'article 26, § 2, les échelles des grades de la météorologie appartenant au niveau 2 (rangs 24 et 25) sont censées avoir appartenu au groupe III et avoir été rangées dans la classe dite « 25 ans » pour le calcul du traitement du météorologue de 2^e classe, du météorologue-inspecteur principal et du météorologue-inspecteur.

Le présent article produit ses effets le 1^{er} janvier 1971.

4^e elke andere instelling onder Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welker oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden.

Art. 51. Artikel 16 van dit besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. Behoudens strijdige bepalingen komen voor de toekenning van de tweejaarlijkse verhogingen alleen in aanmerking, de werkelijke diensten welke het personeelslid, met ingang van zijn 21e of zijn 25e jaar naar gelang van zijn schaal heeft verricht terwijl het behoort :

— tot de Régie der Luchtwegen, de Regie van Telegrafie en Telefonie, de diensten van de Staat of de diensten van Afrika of tot de andere openbare diensten, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties, hetzij als beroeps-militair;

— tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties».

Art. 52. Een artikel 25bis, luidend als volgt wordt in dit besluit ingevoegd :

« Artikel 25bis. Al de in aanmerking komende diensten, door het personeelslid verricht in de andere openbare diensten dan de Régie der Luchtwegen, de Regie van de Staat of de diensten van Telegrafie en Telefonie, de diensten van Afrika, evenals in de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, worden zonder onderscheid opgenomen in groep I ».

Art. 53. In artikel 33, § 2 van dit besluit wordt de breuk 1/2340 vervangen door 1/2236.

Art. 54. In artikel 36 van dit besluit, worden de woorden « de artikelen 37 tot 41 » vervangen door « de artikelen 37 en 38 ».

Art. 55. Artikel 37, § 1 van dit besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 37, § 1. Voor het bij artikel 36 bedoelde personeelslid komen de in artikel 16 vermelde diensten met uitzondering van die welke werden verricht in de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, in aanmerking van de in § 2 bepaalde leeftijd af ».

Art. 56. § 1. Artikel 29 van dit besluit wordt opgeheven.

§ 2. De artikelen 17, 2^o, 38, § 1, 39 en 40 van dit besluit worden eveneens opgeheven.

De artikelen 50 tot 56 treden in werking op 1 januari 1971 met uitzondering van het artikel 56, § 1 dat in werking treedt op 1 januari 1970 en het artikel 53 dat in werking treedt op 1 juli 1970.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 57. In afwijking van artikel 26, § 1, komen al de diensten gepresterd door de personeelsleden van de diensten van het luchtverkeer wanneer deze bekleed waren met een specifieke graad gerangschikt in niveau 2 van gezegde diensten of de functies ervan hebben uitgeoefend, zowel als de diensten gepresterd in een graad waaraan een weddeschaal behorend tot groep II van de klasse genaamd « 21 jaar » is gekoppeld, in aanmerking voor de berekening der weddeschalen verbonden aan de nieuwe graad.

Dit artikel heeft uitwerking op 1 januari 1970.

Art. 58. In afwijking van artikel 26, § 2, worden de weddeschalen verbonden aan de graden van adjunct-verkeersleider, van verkeersleider, van plaatselijk verkeersleider, van procedure-verkeersleider, van radar-verkeersleider, van eerste verkeersleider en van hoofdverkeersleider, evenals deze verbonden aan niveau 2 die ingenomen waren door personeelsleden die een functie in het luchtverkeer bekleed hebben, uitsluitend voor de periode van effectieve uitoefening, geacht te hebben behoord tot groep III en gerangschikt te zijn geweest in de klasse « 25 jaar » genaamd voor wat betreft de berekening van de wedde van de expert ATS, de eerstaanwezend expert ATS en de directeur ATS.

Dit artikel heeft uitwerking op 1 januari 1970.

Art. 59. In afwijking van artikel 26, § 2 worden de weddeschalen van de graden van de meteorologie behorend tot niveau 2 (rangen 24 en 25) geacht te hebben behoord tot groep III en gerangschikt te zijn geweest in de klasse « 25 jaar » genaamd voor wat betreft de berekening van de wedde van de meteoroloog 2^e klasse, de meteoroloog eerstaanwezend inspecteur en de meteoroloog-inspecteur

Dit artikel heeft uitwerking op 1 januari 1971.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 60. Sont réglés par le Ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions, les cas dans lesquels se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du nouveau statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérales des règles.

Il ne peut toutefois être dérogé aux articles 14 et 20.

Art. 61. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal prévu à l'article 6 et fixant l'échelle de son grade, ou de la décision prévue à l'article 44 ayant le même objet, l'agent conserve provisoirement le traitement dont il bénéficiait avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 62. Pour chacun des mois compris entre le 1^{er} juillet 1982 et le 31 juillet 1984 le présent statut est applicable lorsque le nouveau régime pécuniaire assure à l'agent une rétribution nette supérieure à celle dont il bénéficiait sous le régime pécuniaire antérieur.

Pour l'application du présent article :

1^o la rétribution résultant du nouveau régime pécuniaire comprend :

a) le traitement fixé conformément au statut pécuniaire instauré par le présent arrêté exception étant faite de l'article 43 qui n'est applicable qu'à partir du 1^{er} janvier 1984 et application étant faite s'il échet

— de l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957, modifié par les arrêtés royaux des 16 février 1953, 5 avril 1954, 2 février 1959, 22 février 1963, 22 juillet 1964, 5 février 1965, 5 janvier et 15 février 1967, 2 juin 1970, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 2 juin 1975 et 3 septembre 1984;

— de l'arrêté royal du 5 février 1954 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, modifié par l'arrêté royal du 22 juillet 1964, tel qu'il a été d'application du 1^{er} janvier 1954 au 30 avril 1965;

— de l'arrêté royal du 15 avril 1965 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, modifié par les arrêtés royaux des 9 février 1968, 16 mai 1969, 2 juin 1970, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 2 juin 1975, 11 août 1976 et 17 juin 1983;

— pour la période du 1^{er} janvier 1964 au 31 juillet 1964 de l'arrêté royal du 9 mai 1969 accordant des échelles de traitements compensatoires au personnel de la Régie des Voies aériennes;

b) éventuellement, l'allocation de foyer ou de résidence conformément à l'arrêté royal du 22 juillet 1964 attribuant une allocation de foyer ou de résidence au personnel des Ministères;

c) éventuellement, l'allocation pour exercice de fonctions supérieures;

2^o la rétribution résultant du régime pécuniaire antérieur comprend :

a) le traitement fixé conformément au statut pécuniaire instauré par l'arrêté royal du 10 février 1964 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes, application étant faite s'il échet :

— de l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957, modifié par les arrêtés royaux des 16 février 1953, 5 avril 1954, 2 février 1959, 22 février 1963, 22 juillet 1964, 5 février 1965, 5 janvier et 15 février 1967, 2 juin 1970, 29 juin 1973, 4 janvier 1974 et 2 juin 1975;

— de l'arrêté royal du 5 février 1954 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, modifié par l'arrêté royal du 22 juillet 1964, tel qu'il a été d'application du 1^{er} janvier 1954 au 30 avril 1965;

— de l'arrêté royal du 15 avril 1965 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, modifié par les arrêtés royaux des 9 février 1968, 16 mai 1969, 2 juin 1970, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 2 juin 1975, 11 août 1976 et 17 juin 1983;

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 60. De Minister tot wiens bevoegheid de burgerluchtvaart behoort, regelt de gevallen die een zodanig bijzonder aspect vertonen, dat in de geest van de nieuwe bezoldigingsregeling een minder letterlijke toepassing van de regelen verantwoord is.

Van de artikelen 14 en 20 mag evenwel niet worden afgeweken.

Art. 61. Tot de inwerkingtreding van het in artikel 6 bedoeld koninklijk besluit dat de schaal van zijn graad vaststelt, of van de in artikel 44 bedoeld desbetreffende beslissing, behoudt het personeelslid voorlopig die wedde welke het voor de inwerkingtreding van het tegenwoordig besluit genoot.

Art. 62. Voor iedere maand begrepen tussen 1 juli 1962 en 31 juli 1964 is deze regeling van toepassing wanneer de nieuwe bezoldigingsregeling aan het personeelslid een nettobezoldiging verleent welke hoger ligt dan die welke het onder de vroegere bezoldigingsregeling genoot.

Voor de toepassing van dit artikel :

1^o omvat de bezoldiging vastgesteld krachtens de nieuwe bezoldigingsregeling :

a) de wedde vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit ingevoerde bezoldigingsregeling met uitzondering van artikel 43 dat eerst met ingang van 1 januari 1964 toepasselijk is en met toepassing in voorkomend geval :

— het koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de ancien-niteitsbijslag bepaald bij artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 bij de wet van 14 februari 1955 en bij het koninklijk besluit nr. 6 van 21 januari 1957, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1953, 5 april 1954, 2 februari 1959, 22 februari 1963, 22 juli 1964, 5 februari 1965, 5 januari en 15 februari 1967, 2 juni 1970, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 2 juni 1975 en 3 september 1984;

— het koninklijk besluit van 5 februari 1954 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juli 1964 zoals het van toepassing is geweest van 1 januari 1954 tot 30 april 1965;

— het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 9 februari 1968, 16 mei 1969, 2 juni 1970, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 2 juni 1975, 11 augustus 1976 en 17 juni 1983;

— voor de periode van 1 januari 1964 tot 31 juli 1964 van het koninklijk besluit van 9 mei 1969 houdende toekenning van compensatieweddeschalen aan het personeel van de Régie der Luchtwegen;

b) eventueel, de haard- en standplaatsstoelage vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatsstoelage aan het personeel van de Ministries;

c) eventueel de toelage voor de uitoefening van hogere functies;

2^o de bezoldiging vastgesteld overeenkomstig de vroegere bezoldigingsregeling omvat :

a) de wedde vastgesteld overeenkomstig de bezoldigingsregeling ingevoerd bij het koninklijk besluit van 10 februari 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Régie der Luchtwegen, met toepassing in voorkomend geval, van :

— het koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de ancien-niteitsbijslag bepaald bij artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 bij de wet van 14 februari 1955 en bij het koninklijk besluit nr. 6 van 21 januari 1957, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1953, 5 april 1954, 2 februari 1959, 22 februari 1963, 22 juli 1964, 5 februari 1965, 5 januari en 15 februari 1967, 2 juni 1970, 29 juni 1973, 4 januari 1974 en 2 juni 1975;

— het koninklijk besluit van 5 februari 1954 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juli 1964 zoals het van toepassing is geweest van 1 januari 1954 tot 30 april 1965;

— het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 9 februari 1968, 16 mei 1969, 2 juni 1970, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 2 juni 1975, 11 augustus 1976 en 17 juni 1983;

b) éventuellement, l'allocation de foyer ou de résidence fixée conformément à :

— l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 6 mars 1954 et 31 mai 1958;

c) éventuellement, l'allocation pour exercice de fonctions supérieures;

d) éventuellement, l'allocation fixée conformément à l'arrêté royal du 10 février 1964 attribuant une allocation à certains agents régis par le statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes pour la période du 1^{er} janvier 1961 au 30 juin 1962.

Art. 63. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 10 février 1964 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes.

2^o l'arrêté royal du 10 février 1964 attribuant une allocation à certains agents régis par le statut pécuniaire du personnel de la Régie des Voies aériennes, pour la période du 1^{er} janvier 1961 au 30 juin 1962.

Art. 64. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 1984.

Art. 65. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications,

J.-L. DEHAENE

b) eventueel, de haard- en standplaatsstoelage vastgesteld overeenkomstig ;

— het besluit van de Regent van 16 maart 1950 houdende toekeping van een haardtoelage of een standplaatsstoelage aan zekere categorien van het door de Staat bezoldigd personeel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 maart 1954 en 31 mei 1958;

c) eventueel, de toelage voor de uitoefening van hogere functies

d) eventueel, de toelage vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 februari 1964, houdende toekenning van een toelage, aan sommige personeelsleden op wie de bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie der Luchtwegen van toepassing is voor de periode van 1 januari 1961 tot 30 juni 1962.

Art. 63. Worden opgeheven :

1^o het koninklijk besluit van 10 februari 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie der Luchtwegen,

2^o het koninklijk besluit van 10 februari 1964 houdende toekeping van een toelage aan sommige personeelsleden, op wie de bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie der Luchtwegen van toepassing is voor de periode van 1 januari 1961 tot 30 juni 1962.

Art. 64. Dit besluit heeft uitwerking op 1 augustus 1984.

Art. 65. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 mei 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen,

J.-L. DEHAENE

Annexe à l'arrêté royal du 9 mai 1989

Bijlage bij het koninklijk besluit van 9 mei 1989

Tableau I — Tabel I

Indice — Indicie	401	402	403	404
Augmentations biennales	$3 \times 1\,200$	$3 \times 1\,200$	$3 \times 1\,200$	$3 \times 1\,200$
Tweejaarlijkse verhogingen	$12 \times 1\,000$	$12 \times 1\,000$	$12 \times 1\,000$	$12 \times 1\,000$
Ans — Jaren				
0	60 000	61 600	63 000	65 000
2	61 200	62 800	64 200	66 200
4	62 400	64 000	65 400	67 400
6	63 600	65 200	66 600	68 600
8	64 800	66 200	67 600	69 600
10	65 800	67 200	68 800	70 600
12	66 800	68 200	69 800	71 000
14	67 600	69 200	70 600	72 600
16	68 600	70 200	71 600	73 600
18	69 600	71 200	72 600	74 600
20	70 600	72 200	73 600	75 600
22	71 600	73 200	74 600	76 600
24	72 600	74 200	75 600	77 600
26	73 600	75 200	76 600	78 600
28	74 600	76 200	77 600	79 600
30	75 600	77 200	78 600	80 600
Indice — Indicie	411	412	413	414
Augmentations biennales	$15 \times 1\,400$	$15 \times 1\,400$	$15 \times 1\,500$	$15 \times 1\,500$
Tweejaarlijkse verhogingen				
Ans — Jaren				
0	62 000*	63 000	65 000	67 000
2	63 400	64 400	66 500	68 500
4	64 800	65 800	68 000	70 000
6	66 200	67 200	69 500	71 500
8	67 600	68 600	71 000	73 000
10	69 000	70 000	72 500	74 500
12	70 400	71 400	74 000	76 000
14	71 800	72 800	75 500	77 500
16	73 200	74 200	77 000	79 000
18	74 600	75 600	78 500	80 500
20	76 000	77 000	80 000	82 000
22	77 400	78 400	81 500	83 500
24	78 800	79 800	83 000	85 000
26	80 200	81 200	84 500	86 500
28	81 600	82 600	86 000	88 000
30	83 000	84 000	87 500	89 500

Indice — Indicie	421	422	423	424	425
Augmentations biennales					
—	1 × 2 000	15 × 2 000	15 × 2 000	15 × 2 000	15 × 2 000
Tweejaarlijkse verhogingen	14 × 1 500				
Ans — Jaren					
0	65 000	65 000	68 000	72 000	74 000
2	67 000	67 000	70 000	74 000	76 000
4	68 500	69 000	72 000	76 000	78 000
6	70 000	71 000	74 000	78 000	80 000
8	71 500	73 000	76 000	80 000	82 000
10	73 000	75 000	78 000	82 000	84 000
12	74 500	77 000	80 000	84 000	86 000
14	76 000	79 000	82 000	86 000	88 000
16	77 500	81 000	84 000	88 000	90 000
18	79 000	83 000	86 000	90 000	92 000
20	80 500	85 000	88 000	92 000	94 000
22	82 000	87 000	90 000	94 000	96 000
24	83 500	89 000	92 000	96 000	98 000
26	85 000	91 000	94 000	98 000	100 000
28	86 500	93 000	96 000	100 000	102 000
30	88 000	95 000	98 000	102 000	104 000

Indice — Indicie	431	432	433	434	435	436
Augmentations biennales						
—	1 × 2 200	15 × 2 200	15 × 2 200	15 × 2 200	15 × 2 200	15 × 2 200
Tweejaarlijkse verhogingen	14 × 2 000					
Ans — Jaren						
0	65 000	68 000	71 000	76 000	80 000	84 000
2	67 200	70 200	73 200	78 200	82 200	86 200
4	69 200	72 400	75 400	80 400	84 400	88 400
6	71 200	74 600	77 600	82 600	86 600	90 600
8	73 200	76 800	79 800	84 800	88 800	92 800
10	75 200	79 000	82 000	87 000	91 000	95 000
12	77 200	81 200	84 200	89 200	93 200	97 200
14	79 200	83 400	86 400	91 400	95 400	99 400
16	81 200	85 600	88 600	93 600	97 600	101 600
18	83 200	87 800	90 800	95 800	99 800	103 800
20	85 200	90 000	93 000	98 000	102 000	106 000
22	87 200	92 200	95 200	100 200	104 200	108 200
24	89 200	94 400	97 400	102 400	106 400	110 400
26	91 200	96 600	99 600	104 600	108 600	112 600
28	93 200	98 800	101 800	106 800	110 800	114 800
30	95 200	101 000	104 000	109 000	113 000	117 000

Indice — Indicie	441	442	443	444
Augmentations biennales				
—	15 × 2 500	15 × 2 500	15 × 2 500	15 × 3 000
Tweejaarlijkse verhogingen				
Ans — Jaren				
0	81 000	83 000	85 000	90 000
2	83 500	85 500	87 500	93 000
4	86 000	88 000	90 000	96 000
6	88 500	90 500	92 500	99 000
8	91 000	93 000	95 000	102 000
10	93 500	95 500	97 500	105 000
12	96 000	98 000	100 000	108 000
14	98 500	100 500	102 500	111 000
16	101 000	103 000	105 000	114 000
18	103 500	105 500	107 500	117 000
20	106 000	108 000	110 000	120 000
22	108 500	110 500	112 500	123 000
24	111 000	113 000	115 000	126 000
26	113 500	115 500	117 500	129 000
28	116 000	118 000	120 000	132 000
30	118 500	120 500	122 500	135 000

Indice — Indicie	301	302	303	304	305	306
Augmentations biennales	4 × 2 700	4 × 2 700	15 × 2 800	15 × 2 800	15 × 2 800	15 × 2 800
Tweejaarlijkse verhogingen	11 × 2 200	11 × 2 200				
Ans — Jaren						
0	70 000	74 000	78 000	80 000	83 000	85 000
2	72 700	76 700	80 800	82 800	85 800	87 800
4	75 400	79 400	83 600	85 600	88 600	90 600
6	78 100	82 100	86 400	88 400	91 400	93 400
8	80 800	84 800	89 200	91 200	94 200	96 200
10	83 500	87 000	92 000	94 000	97 000	99 000
12	85 200	89 200	94 800	96 800	99 800	101 800
14	87 400	91 400	97 600	99 600	102 600	104 600
16	89 600	93 600	100 400	102 400	105 400	107 400
18	91 800	95 800	103 200	105 200	108 200	110 200
20	94 000	98 000	106 000	108 000	111 000	113 000
22	96 200	100 200	108 800	110 800	113 800	115 800
24	98 400	102 400	111 600	113 600	116 600	118 600
26	100 600	104 600	114 400	116 400	119 400	121 400
28	102 800	108 800	117 200	119 200	122 200	124 200
30	105 000	109 000	120 000	122 000	125 000	127 000

Indice — Indicie	321	322	323	324	325	326	327	328
Augmentations biennales	16 × 3 000	16 × 3 000	16 × 3 000	15 × 3 000	15 × 3 000	15 × 3 000	15 × 3 000	15 × 3 500
Tweejaarlijkse verhogingen								
Ans — Jaren								
0	72 000	74 000	76 000	79 000	80 000	83 000	85 000	85 000
2	75 000	77 000	79 000	82 000	83 000	86 000	88 000	88 500
4	78 000	80 000	82 000	85 000	86 000	89 000	91 000	92 000
6	81 000	83 000	85 000	88 000	89 000	92 000	94 000	95 500
8	84 000	86 000	88 000	91 000	92 000	95 000	97 000	99 000
10	87 000	89 000	91 000	94 000	95 000	98 000	100 000	102 500
12	90 000	92 000	94 000	97 000	98 000	101 000	103 000	106 000
14	93 000	95 000	97 000	100 000	101 000	104 000	106 000	109 500
16	96 000	98 000	100 000	103 000	104 000	107 000	109 000	113 000
18	99 000	101 000	103 000	106 000	107 000	110 000	112 000	116 500
20	102 000	104 000	106 000	109 000	110 000	113 000	115 000	120 000
22	105 000	107 000	109 000	112 000	113 000	116 000	118 000	123 500
24	108 000	110 000	112 000	115 000	116 000	119 000	121 000	127 000
26	111 000	113 000	115 000	118 000	119 000	122 000	124 000	130 500
28	114 000	116 000	118 000	121 000	122 000	125 000	127 000	134 000
30	117 000	119 000	121 000	124 000	125 000	128 000	130 000	137 500
32	120 000	122 000	124 000					

Indice — Indicie	331	332	333	334	335	336
Augmentations biennales	4 × 3 500	4 × 3 500	4 × 3 500	5 × 4 000	13 × 4 000	13 × 4 000
Tweejaarlijkse verhogingen	11 × 3 000	11 × 3 000	11 × 3 000	10 × 3 500		
Ans — Jaren						
0	78 000	82 000	85 000	85 000	88 000	90 000
2	81 500	85 500	88 500	89 000	92 000	94 000
4	85 000	88 000	92 000	93 000	96 000	98 000
6	88 500	92 500	95 500	97 000	100 000	102 000
8	92 000	96 000	99 000	101 000	104 000	106 000
10	95 000	99 000	102 000	105 000	108 000	110 000
12	98 000	102 000	105 000	108 500	112 000	114 000
14	101 000	105 000	108 000	112 000	116 000	118 000
16	104 000	108 000	111 000	115 500	120 000	122 000
18	107 000	111 000	114 000	119 000	124 000	126 000
20	110 000	114 000	117 000	122 500	128 000	130 000
22	113 000	117 000	120 000	126 000	132 000	134 000
24	116 000	120 000	123 000	129 500	136 000	138 000
26	119 000	123 000	126 000	133 000	140 000	142 000
28	122 000	126 000	129 000	136 500		
30	125 000	129 000	132 000	140 000		

Indice — Indicie	341	342	343	344	345	351	352
Augmentations biennales	13 × 5 000	13 × 5 000	13 × 5 000	13 × 5 000	13 × 5 000	12 × 6 000	13 × 6 000
Tweejaarlijkse verhogingen							
Ans — Jaren							
0	85 000	90 000	95 000	100 000	105 000	90 000	110 000
2	90 000	95 000	100 000	105 000	110 000	96 000	116 000
4	95 000	100 000	105 000	110 000	115 000	102 000	122 000
6	100 000	105 000	110 000	115 000	120 000	108 000	128 000
8	105 000	110 000	115 000	120 000	125 000	114 000	134 000
10	110 000	115 000	120 000	125 000	130 000	120 000	140 000
12	115 000	120 000	125 000	130 000	135 000	126 000	146 000
14	120 000	125 000	130 000	135 000	140 000	132 000	152 000
16	125 000	130 000	135 000	140 000	145 000	138 000	158 000
18	130 000	135 000	140 000	145 000	150 000	144 000	164 000
20	135 000	140 000	145 000	150 000	155 000	150 000	170 000
22	140 000	145 000	150 000	155 000	160 000	156 000	176 000
24	145 000	150 000	155 000	160 000	165 000	162 000	182 000
26	150 000	155 000	160 000	165 000	170 000		188 000
Indice — Indicie							
Augmentations biennales	201	202	203	211	212	213	214
	3 × 4 000	3 × 4 000	3 × 4 000	13 × 5 000	13 × 5 000	13 × 5 000	15 × 5 000
Tweejaarlijkse verhogingen							
Ans — Jaren	12 × 3 000	12 × 3 000	12 × 3 000				
0	79 000	84 000	86 000	85 000	90 000	93 000	95 000
2	83 000	88 000	90 000	90 000	95 000	98 000	100 000
4	87 000	92 000	94 000	95 000	100 000	103 000	105 000
6	91 000	96 000	98 000	100 000	105 000	108 000	110 000
8	94 000	99 000	101 000	105 000	110 000	113 000	115 000
10	97 000	102 000	104 000	110 000	115 000	118 000	120 000
12	100 000	105 000	107 000	115 000	120 000	123 000	125 000
14	103 000	108 000	110 000	120 000	125 000	128 000	130 000
16	106 000	111 000	113 000	125 000	130 000	133 000	135 000
18	109 000	114 000	116 000	130 000	135 000	138 000	140 000
20	112 000	117 000	119 000	135 000	140 000	143 000	145 000
22	115 000	120 000	122 000	140 000	145 000	148 000	150 000
24	118 000	123 000	125 000	145 000	150 000	153 000	155 000
26	121 000	126 000	128 000	150 000	155 000	158 000	160 000
28	124 000	129 000	131 000				165 000
30	127 000	132 000	134 000				170 000
Indice — Indicie							
Augmentations biennales	221	222	223	224	231	232	233
	4 × 6 000	4 × 6 000	4 × 6 000	4 × 6 000	15 × 6 000	15 × 6 000	15 × 6 000
Tweejaarlijkse verhogingen							
Ans — Jaren	11 × 5 000	9 × 5 000	9 × 5 000	8 × 5 000			
0	90 000	102 000	107 000	112 000	108 000	114 000	124 000
2	96 000	108 000	113 000	118 000	114 000	120 000	130 000
4	102 000	114 000	119 000	124 000	120 000	126 000	136 000
6	108 000	120 000	125 000	130 000	126 000	132 000	142 000
8	114 000	126 000	131 000	136 000	132 000	138 000	148 000
10	119 000	131 000	136 000	141 000	138 000	144 000	154 000
12	124 000	136 000	141 000	146 000	144 000	150 000	160 000
14	129 000	141 000	146 000	151 000	150 000	156 000	166 000
16	134 000	146 000	151 000	156 000	156 000	162 000	172 000
18	139 000	151 000	156 000	161 000	162 000	168 000	178 000
20	144 000	158 000	161 000	166 000	168 000	174 000	184 000
22	149 000	161 000	166 000	171 000	174 000	180 000	190 000
24	154 000	166 000	171 000	176 000	180 000	186 000	196 000
26	159 000	171 000	176 000		186 000	192 000	202 000
28	164 000				192 000	198 000	208 000
30	169 000				198 000	204 000	214 000

Indice — Indicie	241	242	243	244	251	252	253
Augmentations biennales	16 × 6 000	16 × 6 000	16 × 6 000	16 × 6 000	15 × 7 000	15 × 7 000	13 × 7 000
Tweejaarlijkse verhogingen							
Ans — Jaren							
0	126 000	128 000	132 000	153 000	130 000	144 000	169 000
2	132 000	134 000	138 000	159 000	137 000	151 000	176 000
4	138 000	140 000	144 000	165 000	144 000	158 000	183 000
6	144 000	146 000	150 000	171 000	151 000	165 000	190 000
8	150 000	152 000	156 000	177 000	158 000	172 000	197 000
10	156 000	158 000	162 000	183 000	165 000	179 000	204 000
12	162 000	164 000	168 000	189 000	172 000	186 000	211 000
14	168 000	170 000	174 000	195 000	179 000	193 000	218 000
16	174 000	176 000	180 000	201 000	186 000	200 000	225 000
18	180 000	182 000	186 000	207 000	193 000	207 000	232 000
20	186 000	188 000	192 000	213 000	200 000	214 000	239 000
22	192 000	194 000	198 000	219 000	207 000	221 000	246 000
24	198 000	200 000	204 000	225 000	214 000	228 000	253 000
26	204 000	206 000	210 000	231 000	221 000	235 000	260 000
28	210 000	212 000	216 000	237 000	228 000	242 000	
30	216 000	218 000	222 000	243 000	235 000	249 000	
32	222 000	224 000	228 000	249 000			

Indice — Indicie	101	102	103
Augmentations biennales	11 × 9 000	11 × 9 000	9 × 11 000
Tweejaarlijkse verhogingen			
Ans — Jaren			
0	150 000	157 000	179 000
2	159 000	166 000	190 000
4	168 000	175 000	201 000
6	177 000	184 000	212 000
8	186 000	193 000	223 000
10	195 000	202 000	234 000
12	204 000	211 000	245 000
14	213 000	220 000	256 000
16	222 000	229 000	267 000
18	231 000	238 000	278 000
20	240 000	247 000	
22	249 000	256 000	

Indice — Indicie	111	112	113	114	115	116
Augmentations biennales	12 × 9 000	12 × 9 000	11 × 9 000	11 × 9 000	11 × 11 000	10 × 11 000
Tweejaarlijkse verhogingen						
Ans — Jaren						
0	151 000	161 000	174 000	180 000	184 000	205 000
2	160 000	170 000	183 000	189 000	195 000	216 000
4	169 000	179 000	192 000	198 000	206 000	227 000
6	178 000	188 000	201 000	207 000	217 000	238 000
8	187 000	197 000	210 000	216 000	228 000	249 000
10	196 000	206 000	219 000	225 000	239 000	260 000
12	205 000	215 000	228 000	234 000	250 000	271 000
14	214 000	224 000	237 000	243 000	261 000	282 000
16	223 000	233 000	246 000	252 000	272 000	293 000
18	232 000	242 000	255 000	261 000	283 000	304 000
20	241 000	251 000	264 000	270 000	294 000	315 000
22	250 000	260 000	273 000	279 000	305 000	
24	259 000	269 000				

Indice — Indicie	121	122	131	132	133	134
Augmentations biennales	11 × 11 000	10 × 11 000	11 × 11 000	11 × 11 000	11 × 11 000	11 × 11 000
Tweejaarlijkse verhogingen						
Ans — Jaren						
0	180 000	227 000	190 000	219 000	254 000	276 000
2	191 000	238 000	201 000	230 000	265 000	287 000
4	202 000	249 000	212 000	241 000	276 000	298 000
6	213 000	260 000	223 000	252 000	287 000	309 000
8	224 000	271 000	234 000	263 000	298 000	320 000
10	235 000	282 000	245 000	274 000	309 000	331 000
12	246 000	293 000	256 000	285 000	320 000	342 000
14	257 000	304 000	267 000	296 000	331 000	353 000
16	268 000	315 000	278 000	307 000	342 000	364 000
18	279 000	326 000	289 000	318 000	353 000	375 000
20	290 000	337 000	300 000	329 000	364 000	386 000
22	301 000		311 000	340 000	375 000	397 000

Indice — Indicie	141	142	143	151	161	171
Augmentations biennales	14 × 11 000	15 × 11 000	11 × 11 000	11 × 11 000	11 × 11 000	11 × 11 000
Tweejaarlijkse verhogingen						
Ans — Jaren						
0	240 000	240 000	284 000	299 000	339 000	379 000
2	251 000	251 000	295 000	310 000	350 000	390 000
4	262 000	262 000	306 000	321 000	361 000	401 000
6	273 000	273 000	317 000	332 000	372 000	412 000
8	284 000	284 000	328 000	343 000	383 000	423 000
10	295 000	295 000	339 000	354 000	394 000	434 000
12	306 000	306 000	350 000	365 000	405 000	445 000
14	317 000	317 000	361 000	376 000	416 000	456 000
16	328 000	328 000	372 000	387 000	427 000	467 000
18	339 000	339 000	383 000	398 000	438 000	478 000
20	350 000	350 000	394 000	409 000	449 000	489 000
22	361 000	361 000	405 000	420 000	460 000	500 000
24	372 000	372 000				
26	383 000	383 000				
28	394 000	394 000				
30		405 000				

Indice — Indicie	161	171
Augmentations biennales	11 × 13 000	11 × 15 000
Tweejaarlijkse verhogingen		
Ans — Jaren		
0	347 000 (1)	385 000 (1)
2	360 000	400 000
4	373 000	415 000
6	386 000	430 000
8	399 000	445 000
10	412 000	460 000
12	425 000	475 000
14	438 000	490 000
16	451 000	505 000
18	464 000	520 000
20	477 000	535 000
22	490 000	550 000

(1) Taux valables uniquement pour le mois de décembre 1964.
Bedragen slechts geldig voor de maand december 1964.

Modifications.

Les échelles de traitements 223 et 224 sont, à partir du 1^{er} avril 1966, remplacées par les échelles de traitements suivantes :

Indice — Indicie	223	224
Augmentations biennales	7 x 6 000	7 x 6 000
—	5 x 5 000	5 x 5 000
Tweejaarlijkse verhogingen	1 x 2 020	1 x 2 020
Ans — Jaren		
0	113 400	118 400
2	119 400	124 400
4	125 400	130 400
6	131 400	136 400
8	137 400	142 400
10	143 400	148 400
12	149 400	154 400
14	155 400	160 400
16	160 400	165 400
18	165 400	170 400
20	170 400	175 400
22	175 400	180 400
24	180 400	182 420
26	182 420	

Wijzigingen.

De weddeschalen 223 en 224 worden, met ingang van 1 april 1966 vervangen door de volgende weddeschalen :

Les échelles de traitements 401, 402, 403, 404, 411, 412, 413, 414, 421, 422, 423, 424, 431, 432, 433, 301 et 321 sont remplacées, à partir du 1^{er} janvier 1970, par les échelles de traitements suivants :

De weddeschalen 401, 402, 403, 404, 411, 412, 413, 414, 421, 422, 423, 424, 431, 432, 433, 301 en 321 worden, met ingang van 1 januari 1970 vervangen door de volgende weddeschalen :

Indice — Indicie	401	402	403	404
Augmentations biennales		3 x 1 200	3 x 1 200	3 x 1 200
—	7 x 1 000	3 x 1 000	4 x 1 000	5 x 1 000
Tweejaarlijkse verhogingen		1 x 1 100	1 x 700	1 x 600
Ans — Jaren				
0	75 000	75 900	76 700	77 800
2	76 000	77 100	77 900	79 000
4	77 000	78 300	79 100	80 200
6	78 000	79 500	80 300	81 400
8	79 600	80 500	81 300	82 400
10	80 000	81 500	82 300	83 400
12	81 000	82 500	83 300	84 400
14	82 000	83 600	84 300	85 400
16			85 000	86 400
18				87 000

Indice — Indicie	411	412	413	414
Augmentations biennales	8 x 1 500	8 x 1 500	1 x 2 000	1 x 2 000
—	1 x 1 300	1 x 1 700	8 x 1 500	10 x 1 500
Tweejaarlijkse verhogingen			1 x 2 100	
Ans — Jaren				
0	76 100	76 700	77 800	78 900
2	77 600	78 200	79 800	80 900
4	79 100	79 700	81 300	82 400
6	80 600	81 200	82 800	83 900
8	82 100	82 700	84 300	85 400
10	83 600	84 200	85 800	86 900
12	85 100	85 700	87 300	88 400
14	86 600	87 200	88 800	89 900
16	88 100	88 700	90 300	91 400
18	89 400	90 400	91 800	92 900
20			93 900	94 400
22				95 900

Indice — Indicie	421	422	423	424
Augmentations biennales	$1 \times 2\ 000$	$11 \times 2\ 000$	$12 \times 2\ 000$	$12 \times 2\ 000$
—	$9 \times 1\ 500$	$1 \times 1\ 600$	$1 \times 1\ 000$	$1 \times 2\ 700$
Tweejaarlijkse verhogingen	$1 \times 1\ 100$			
Ans — Jaren				
0	77 800	77 800	79 400	81 700
2	79 800	79 800	81 400	83 700
4	81 300	81 800	83 400	85 700
6	82 800	83 800	85 400	87 700
8	84 300	85 800	87 400	89 700
10	85 800	87 800	89 400	91 700
12	87 300	89 800	91 400	93 700
14	88 800	91 800	93 400	95 700
16	90 300	93 800	95 400	97 700
18	91 800	95 800	97 400	99 700
20	93 300	97 800	99 400	101 700
22	94 400	99 800	101 400	103 700
24		101 400	103 400	105 700
26			104 400	108 400
Indice — Indicie	431	432	433	301
Augmentations biennales	$1 \times 2\ 200$	$12 \times 2\ 200$	$1 \times 2\ 500$	$4 \times 2\ 700$
—	$10 \times 2\ 000$	$1 \times 1\ 600$	$11 \times 2\ 200$	$9 \times 2\ 200$
Tweejaarlijkse verhogingen	$1 \times 1\ 600$		$1 \times 2\ 600$	1×200
Ans — Jaren				
0	77 800	79 400	81 100	80 600
2	80 000	81 600	83 600	83 300
4	82 000	83 800	85 800	86 000
6	84 000	86 000	88 000	88 700
8	86 000	88 200	90 200	91 400
10	88 000	90 400	92 400	93 600
12	90 000	92 600	94 600	95 800
14	92 000	94 800	96 800	98 000
16	94 000	97 000	99 000	100 200
18	96 000	99 200	101 200	102 400
20	98 000	101 400	103 400	104 600
22	100 000	103 600	105 600	106 800
24	101 600	105 800	107 800	109 000
26		107 400	110 400	111 200
28				111 400
30				123 700
				126 400

Avec effets au 1^{er} octobre 1987, le n° 253 attribuée à l'échelle :

169 000 — 260 000
 $13 \times 7\ 000$

est remplacé par le n° 254.

A partir de cette même date, l'échelle 253 est la suivante :

Indice	253
Augmentations biennales	$2 \times 7\ 000$
	$10 \times 7\ 140$
	$1 \times 6\ 180$
Ans	
0	165 400
2	172 400
4	179 400
6	186 540
8	193 680
10	200 820
12	207 960
14	215 100
16	222 240
18	229 380
20	236 520
22	243 660
24	250 800
26	256 980

Avec effet au 1^{er} janvier 1971 toutes les échelles de traitements relevant du niveau 4 et les échelles de traitements 321 à 325 sont remplacées par les échelles suivantes :

Met uitwerking op 1 oktober 1987, het nr. 253 toegekend aan de weddeschaal :

169 000 — 260 000
 $13 \times 7\ 000$

wordt door nr. 254 vervangen.

Vanaf deze datum wordt de schaal 253 de volgende :

Indicie	253
Tweejaarlijkse verhoging	$2 \times 7\ 000$
	$10 \times 7\ 140$
	$1 \times 6\ 180$
Jaren	
0	165 400
2	172 400
4	179 400
6	186 540
8	193 680
10	200 820
12	207 960
14	215 100
16	222 240
18	229 380
20	236 520
22	243 660
24	250 800
26	256 980

Met uitwerking op 1 januari 1971 worden al de weddeschalen die behoren tot niveau 4 en de weddeschalen 321 tot 325 vervangen door de volgende weddeschalen :

Indice — Indicie	401	402	403 et/en 404	411, 412 et/en 413	414
Augmentations biennales					
—	7 × 1000	3 × 1200 4 × 1000 1 × 700	3 × 1200 5 × 1000 1 × 600	1 × 2 000 8 × 1 500 1 × 2 100	1 × 2 000 10 × 1 500
Tweejaarlijkse verhogingen					

Ans — Jaren

0	75 000	76 700	77 800	77 800	78 900
2	76 000	77 900	79 000	79 800	80 900
4	77 000	79 100	80 200	81 300	82 400
6	78 000	80 300	81 400	82 800	83 900
8	79 000	81 300	82 400	84 300	85 400
10	80 000	82 300	83 400	85 800	86 900
12	81 000	83 300	84 400	87 300	88 400
14	82 000	84 300	85 400	88 800	89 900
16		85 000	86 400	90 300	91 400
18			87 000	91 800	92 900
20				93 900	94 400
22					95 900

Indice — Indicie	421 et/en 422	423	424 c	424 et/en 425	431
Augmentations biennales					
—	11 × 2 000 1 × 1 600	12 × 2 000 1 × 1 000	12 × 2 000 1 × 2 700	13 × 2 000 1 × 1 000	10 × 2 330 1 × 500

Ans — Jaren

0	77 800	79 400	81 700	83 400	77 800
2	79 800	81 400	83 700	85 400	80 130
4	81 800	83 400	85 700	87 400	82 460
6	83 800	85 400	87 700	89 400	84 790
8	85 800	87 400	89 700	91 400	87 120
10	87 800	89 400	91 700	93 400	89 450
12	89 800	91 400	93 700	95 400	91 780
14	91 800	93 400	95 700	97 400	94 110
16	93 800	95 400	97 700	99 400	96 440
18	95 800	97 400	99 700	101 400	98 770
20	97 800	99 400	101 700	103 400	101 100
22	99 800	101 400	103 700	105 400	101 600
24	101 400	103 400	105 700	107 400	
26		104 400	108 400	109 400	
28				110 400	

Indice — Indicie	432 c	432	433 c	433	434
Augmentations biennales					
—	12 × 2 200 1 × 1 600	11 × 2 330 1 × 2 370	1 × 2 500 11 × 2 200 1 × 2 600	11 × 2 620 1 × 480	11 × 2 620 1 × 1 180

Ans — Jaren

0	79 400	79 400	81 100	81 100	85 400
2	81 600	81 730	83 600	83 720	88 020
4	83 800	84 060	85 800	86 340	90 640
6	86 000	86 390	88 000	88 960	93 260
8	88 200	88 720	90 200	91 580	95 880
10	90 400	91 050	92 400	94 200	98 500
12	92 600	93 380	94 600	96 820	101 120
14	94 800	95 710	96 800	99 440	103 740
16	97 000	98 040	99 000	102 060	106 360
18	99 200	100 370	101 200	104 680	108 980
20	101 400	102 700	103 400	107 300	111 600
22	103 600	105 030	105 600	109 920	114 220
24	105 800	107 400	107 800	110 400	115 400
26	107 400		110 400		

-Indice — Indicie	435 c	435	436	441	442
Augmentations biennales					
—	13 × 2 200 1 × 1 400	11 × 2 620 1 × 1 180	13 × 2 200 1 × 1 400	11 × 2 910 1 × 2 490	11 × 2 910 1 × 2 490
Tweejaarlijkse verhogingen					
Ans — Jaren					
0	89 400	89 400	93 400	90 400	92 400
2	91 600	92 020	95 600	93 310	95 810
4	93 800	94 640	97 800	96 220	98 220
6	96 000	97 280	100 000	99 130	101 130
8	98 200	99 880	102 200	102 040	104 040
10	100 400	102 500	104 400	104 950	106 950
12	102 600	105 120	106 600	107 860	109 860
14	104 800	107 740	108 800	110 770	112 770
16	107 000	110 360	111 000	113 680	115 680
18	109 200	112 980	113 200	116 590	118 590
20	111 400	115 600	115 400	119 500	121 500
22	113 600	118 220	117 600	122 410	124 410
24	115 800	119 400	119 800	124 900	126 900
26	118 000		122 000		
28	119 400		123 400		

Dans tous les cas où elle a été attribuée en régime transitoire, l'échelle 435 est remplacée par l'échelle 435 c.

In al de gevallen waarin de weddeschaal 435 in de overgangsregeling werd toegekend wordt zij door de weddeschaal 435 c vervangen.

Indice — Indicie	443	444	321, 322 et/en 323 c	323, 324 et/en 325
Augmentations biennales				
—	11 × 2 910 1 × 2 490	12 × 3 400 1 × 1 200	15 × 3 000	14 × 3 000
Tweejaarlijkse verhogingen				
Ans — Jaren				
0	94 400	99 400	85 400	89 400
2	97 310	102 800	88 400	92 400
4	100 220	106 200	91 400	95 400
6	103 130	109 600	94 400	98 400
8	106 040	113 000	97 400	101 400
10	108 950	116 400	100 400	104 400
12	111 860	119 800	103 400	107 400
14	114 770	123 200	106 400	110 400
16	117 680	126 600	109 400	113 400
18	120 590	130 000	112 400	116 400
20	123 500	133 400	115 400	119 400
22	126 410	136 800	118 400	122 400
24	128 900	140 200	121 400	125 400
26		141 400	124 400	128 400
28			127 400	131 400
30			130 400	

Tableau II — Tabel II

Echelle du grade que porte l'agent

Weddeschaal van de graad welke het personeelslid bekleedt

414	301
424	302
434	304
435	304

Echelle spéciale 122 000-206 000

Echelle attribuée à l'agent

Aan het personeelslid toegekende weddeschaal

301
302
304
304

Bijzondere weddeschaal 14 × 6 000 (GII)

233

343
344
345
352

214
222
223
232

Echelle spéciale 96 000-148 000

213

Bijzondere weddeschaal 13 × 4 000 (G1)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mai 1989.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 mei 1989.

BAUDOUIN

BOUDEWIJN

Par le Roi

Van Koningswege :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications,
J. L. DEHAENEDe Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen,
J. L. DEHAENE